



AGENDA

Séances publiques dans le respect
des mesures sanitaires en vigueur


Lundi 14 mars

– 11h : réunion de la section Législation, Droit public et Jurisprudence.

– 15h : **Jenny Raflik-Grenouilleau**, professeure d'histoire des relations internationales contemporaines à l'université de Nantes : « nous aimons la mort plus que vous la vie ». Le terrorisme comme salut au-delà de la sauvegarde.



– 18h : Entretiens de la Gouvernance publique, à l'occasion du 40^{ème} anniversaire des lois de décentralisation, avec Gérard Larcher, Président du Sénat, Carole Delga et Xavier Bertrand.

Lundi 21 mars

– 10h : Conférence de **Jean Tirole** organisée par la section Economie politique, statistique et finances : « L'urgence du long terme. Entretiens autour du rapport Blanchard-Tirole », avec quatre discutants 



DÉPÔT D'OUVRAGE

Georges-Henri Soutou dépose l'ouvrage de Laurent Warlouzet, *Europe contre Europe. Entre liberté, solidarité et puissance* (CNRS éditions, 2022, 495 p.)  et celui d'Estelle Hoorickx, *La Belgique, l'OTAN et la guerre froide. Le témoignage d'André de Staercke* (Bruxelles, éditions Racines, 2022) 



Séance du lundi 7 mars

Delay is life : le conservatisme selon Sir Roger Scruton


Laetitia Strauch-Bonart

essayiste, éditorialiste et rédactrice en chef au Point

Sir Roger Scruton, né en 1944 et décédé le 12 février 2020, fut une figure pour le moins atypique dans le paysage universitaire et intellectuel anglais et encore davantage en France où il demeure peu connu. Intellectuel de droite, oxymore difficile à comprendre en France aussi bien qu'en Angleterre, il écrivit sur la politique, la culture, l'esthétique aussi bien que sur la musique, le désir ou la chasse. Il fut fait chevalier et devint correspondant de l'Académie en 2016. Pour Scruton, être conservateur, c'était penser la préservation civilisationnelle dans toutes ses dimensions, et la vie était affaire de conservation. Il était le digne héritier de la tradition britannique conservatrice, constituée de deux pôles indissociables : un tempérament méfiant à l'égard du changement ou de l'innovation, et la préservation et la transmission à la génération suivante des pratiques, des mœurs et des institutions qui garantissent la stabilité d'une société. Le conservateur n'est pas seulement un individu prudent mais un préserveur actif du passé. Pour lui, les traditions sociales possèdent un pouvoir heuristique essentiel pour s'orienter dans l'action. Elles constituent un corps bien vivant, la cristallisation des pensées et des actions qui ont permis à nos ancêtres de vivre et de survivre. Cependant, s'agit-il de conserver toutes les traditions ou de considérer que certaines sont meilleures que d'autres ? La préférence de Scruton allait à la préservation du modèle anglais dont il jugeait les institutions et les coutumes particulièrement adaptées pour stabiliser la société. Il en vantait notamment la « société civile » - terme difficile à comprendre pour les Français qui l'associent aux syndicats ou aux associations - qui désigne cet espace situé entre l'individu et l'État, constitué de deux formes d'institutions : des traditions, comme la religion, la morale ou encore le mariage ; et des « associations libres » où les individus se réunissent pour exercer une activité commune. Or, pour Scruton, ces traditions et associations ont été menacées par les Lumières et le libéralisme politique qui ont exigé la séparation du temporel et du spirituel, acté la supériorité de la science et de la raison sur la religion et défini l'individu comme mesure de toute chose. Le conservatisme comme philosophie politique date des Lumières et est celui qui leur répond : « Oui, mais... ».

La justification de la société civile est qu'elle rend possible un lien social qui est lui-même une condition du lien politique : en d'autres termes, le libéralisme n'est pas possible sans fondation conservatrice. Mais la société civile a également deux autres fonctions : elle constitue une fin en soi et des moyens en vue d'une fin particulière. Un club d'échecs par exemple permet de se perfectionner dans ce jeu (moyen en vue d'une fin particulière) tout en réunissant des individus pour le plaisir de se rencontrer (fin en soi). Par ailleurs, il renforce les attaches sociales et partant politiques. La société civile mérite donc d'exister du fait de ce triple rôle. Cette position s'inscrit chez Scruton dans une critique plus large de l'utilitarisme. Or la société civile est toujours menacée : elle l'est quand la remise en cause des institutions traditionnelles est excessive et lorsque l'État instrumentalise la société pour accomplir des fins souvent idéologiquement motivées. Scruton vise ici surtout la gauche quand elle veut régenter la société au nom du « progrès ».

En France nous manquons d'institutions indépendants. C'est l'État qui via ses financements choisit quelles institutions civiles valent la peine d'être soutenues. Pour Scruton, il faut retrouver une vision de l'État qui ne soit pas instrumentale. L'État doit rester ce que Michael Oakeshott appelle une « association civile » et non une « association entrepreneuriale », qui poursuit un but déterminé. Sans cela la tyrannie est possible : toutes les « téléocraties » (le puritanisme au XVII^e siècle, le despotisme éclairé au XVIII^e, le fascisme et le communisme) ont considéré l'État comme une association entrepreneuriale. Les tentations de faire de l'État un organe au service de fins surplombantes, que ce soit le progrès ou la pureté ethnique, existent toujours. Avec Scruton, nous avons les moyens intellectuels et pratiques de résister à cette tentation.

À l'issue de sa communication, **Laetitia Strauch-Bonart** a répondu aux questions et observations que lui ont adressées **X. Darcos, P.A. Chiappori, D. Kessler, Th. de Montbrial, J.C. Casanova, P. Delvolvé, E. Roussel, G.H. Soutou, B. Stirn, J.C. Trichet, M. Pébereau.** 

AVIS INTERACADÉMIQUE QUELLE PLACE POUR LES ÉOLIENNES DANS LE MIX ÉNERGÉTIQUE FRANÇAIS ?



Mercredi 24 février, les académies des sciences, des beaux-arts et des sciences morales et politiques ont publié pour la première fois un avis commun qui croise leurs appréciations et leurs expertises sur la place des éoliennes dans le mix énergétique français. Cet avis est le fruit d'un groupe de travail interacadémique présidé par l'écophysiologiste Yvon Le Maho, membre de l'Académie des sciences, et composé des Secrétaires perpétuels des trois académies ainsi que de plusieurs

membres de celles-ci. Pour l'Académie des sciences morales et politiques, s'y sont associés Jean-Robert Pitte en sa double qualité de Secrétaire perpétuel et de géographe des paysages, le juriste Pierre Delvolvé, l'historien Georges-Henri Soutou et l'économiste Michel Pébereau (avis [▶](#), communiqué de presse [▶](#)).

NOMINATION

Par arrêté du Premier ministre, paru au Journal officiel mardi 2 mars, **Bernard Stirn** a été nommé vice-président de la Commission supérieure de codification. Cette commission, présidée par le Premier ministre et le vice-président, détermine les règles de codification, établit le programme de codification et anime la préparation et la mise à jour des différents codes (arrêté [▶](#), entretien donné le 7 mars à *Dalloz Actualité* par Daniel Labetoulle, prédécesseur de Bernard Stirn [▶](#)).

DANS LA PRESSE ET SUR LES ONDES

Rémi Brague a donné un entretien à la revue *Missio* (avril 2022), « **Le salut est une délivrance** », dans lequel il s'exprime sur le choix qui a été le sien de consacrer l'année de sa présidence à l'Académie à la notion « Sauver ? » [▶](#).

Lundi 7 mars, le grand quotidien libanais *Al Nahar* a publié une interview de **Jacques de Larosière** : l'objet de celle-ci était la proposition d'une sortie de crise du Liban par l'institution d'un *Currency Board* (photographie de l'article [▶](#) texte en français [▶](#)).

Samedi 5 mars, pour évoquer l'invasion de l'Ukraine, **Jean-Claude Casanova** et Jean-Marie Colombani ont reçu dans « Commentaire » (*Radio Classique*) Philippe de Lara, maître de conférences en science politique à l'université Paris 2 Panthéon-Assas, dont les travaux récents portent sur les « États voyous » [▶](#).

Jeudi 3 mars, **Jean-Claude Trichet** a donné une interview à la radio *BtoB* sur l'inflation dans les pays avancés. Il a insisté sur le caractère durable de l'inflation aux États-Unis. Il a plaidé que la situation européenne ne pouvait être assimilée à la situation américaine à ce stade, même s'il fallait rester extrêmement vigilant. Il a souligné les différences substantielles entre les deux rives de l'Atlantique : inflation persistante aux États-Unis et – on peut l'espérer – transitoire en Europe. Mais il a, dans le même temps, évoqué deux similitudes importantes : des deux côtés de l'Atlantique, la politique monétaire s'infléchit et les deux Banques centrales (BCE et FED) conservent le même objectif de moyen long terme – celui d'une inflation aux alentours de 2 % [▶](#).

Jeudi 24 février, M. Trichet a modéré le panel organisé par EUROFI, dans le cadre de son colloque parisien, sur le thème « *Relaunching sustainable investment in the EU context of lasting very low interest rates and over indebtedness: is NGEU the gamechanger?* » (Relancer l'investissement productif dans le contexte de l'UE des taux d'intérêt très faibles et du surendettement : *Next Generation UE* change-t-il la donne ? » [▶](#)). Lundi 21 février, il a donné une interview en anglais à la chaîne *Bloomberg* (34'24- 40'57 [▶](#)).

Jeudi 10 février, M. Trichet a participé à une table ronde organisée par le journal *Le Monde* et La Monnaie de Paris pour célébrer les 20 ans de l'Euro. Cette table ronde, tenue au siège du Journal, était animée par Joel Morio et comprenait Anne-Laure Delatte (professeur à Paris Dauphine), Jeanne Lazarus (sociologue) et Christian de Boissieu (professeur émérite d'économie). M. Trichet a insisté notamment sur le caractère bipartisan, dans chacun des pays membres, de la décision d'entrer dans l'euro. Il a aussi noté le large soutien populaire dont l'Euro jouit aujourd'hui.

Dans le cadre de la crise ukrainienne, **Thierry de Montbrial**, président de l'IFRI, a été sollicité de toute part : mardi 1^{er} mars, il était l'invité de l'édition spéciale consacrée à l'Ukraine dans le grand journal de l'éco sur *BFMTV* : « **Russie : comment sortir de la crise ?** ». Poutine a commis une double erreur de jugement, sur l'appréciation du sentiment national ukrainien et sur la capacité de réaction de l'Union européenne. Il a cru pouvoir désarmer l'Ukraine par son « opération militaire spéciale » et y installer un régime fantoche. Des sanctions spécifiques dirigées vers les oligarques pourraient avoir une efficacité mais la question qui se pose est celle de la posture à venir de Poutine, encore seul décisionnaire (16'38 [▶](#)). Vendredi 11 février, **Thierry de Montbrial** était l'invité de l'émission « Géopolitique, le débat » sur *RFI* sur le thème « **Ukraine – Sahel : quelles sorties de crises ?** » (50' [▶](#)).

Lundi 28 février, dans une tribune au *Figaro*, « **Les grands mots ronflants sur la paix universelle n'ont jamais rien produit** », **Chantal Delsol** explique que les Occidentaux doivent tirer les leçons de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et s'armer pour préparer les guerres futures même s'ils n'ont aucune intention belliqueuses [▶](#)

Dans le dossier « *Qu'est-ce que l'intelligence ? Il n'y a pas que le QI !* » de *Sciences humaines* (n°345, mars 2022), **Olivier Houdé** publie l'article « **L'intelligence artificielle est-elle vraiment intelligente ?** » (sommaire détaillé [▶](#)).

Samedi 26 février, dans *Le Journal du Dimanche*, **Thierry de Montbrial** expose les raisons pour lesquelles les pays de l'Union européenne ont intérêt à clarifier lucidement leurs intérêts et à refonder leur politique de défense sans subordonner la prise de décision à l'accord unanime des pays membres, de manière à ne dépendre ni des Etats-Unis ni de La Chine : « **L'Union européenne doit mener une réflexion autonome sur l'avenir de la sécurité du continent.** » [▶](#)

Vendredi 25 février, dans la chronique qu'il signe pour *Le Figaro*, « **Les chiffres de l'emploi ne font pas les résultats politiques** », **François d'Orcival** constate, à la lumière des précédents quinquennats, que les statistiques du chômage sont décorréées du scrutin présidentiel. [▶](#)

Jeudi 24 février, dans la chronique qu'il signe dans *Les Échos*, « **La France doit redevenir une société de la connaissance** ». **Denis Kessler** explique les difficultés de notre pays « *par la quasi-faillite de l'école, la crise profonde de l'université, le marasme de la recherche* ». Il en appelle, pour se réapproprié l'avenir, à agir sur deux leviers liés : le capital humain et le capital physique et financier, tant du point de vue quantitatif que qualitatif : il faut de toute urgence « *donner la priorité absolue à la production, la diffusion et l'assimilation des connaissances* » et « *refonder la pédagogie, inventer de nouveaux modes de transmission des connaissances* » afin que les générations qui viennent soient armées pour affronter un monde de plus en plus complexe [▶](#).

Mardi 22 février, **Jean-François Mattei** livre son témoignage sur l'envers du décor des décisions politiques qui ont été prises dans « **Jean-François Mattei : face à la canicule de 2003** », une série de quatre épisodes du podcast original « Mécaniques de la politique » qui revisite les coulisses des grandes crises contemporaines et la manière dont le gouvernement politique est bousculée par l'imprévu (1 : le mercure s'affole, 2 : Le 20h de TF1, 3 : la canicule aussi en Europe, 4 : Après la canicule) [▶](#)

Mardi 22 février, dans *Midi Libre*, Alain Duhamel décrypte les racines historiques de l'école de pensée d'Éric Zemmour : « **Éric Zemmour est d'extrême droite, c'est un nationaliste radical et un xénophobe assumé** ».

Lundi 21 février, à l'occasion de la parution de son dernier livre, *Après l'humanisme*, **Rémi Brague** a accordé un entretien à *Aleteia*. Il y explique pourquoi « **la loi naturelle, c'est la loi de la raison** ». Chez les Grecs, loi naturelle et loi divine ne se séparaient pas radicalement, la nature étant en soi divine et dotée d'un sens (logos) bien que cette notion soit difficilement admise aujourd'hui où le relativisme moderne et post-moderne prospère sur l'idée d'une diversité des mœurs. Il plaide pour la nécessité d'une image de l'homme qui le sauve de ce clivage d'avec lui-même [▶](#).

Dans *Le Figaro histoire* de samedi 19 février, dans son article « **Le monde selon Mussolini** » **Georges-Henri Soutou** décrypte la politique extérieure de Mussolini et la vision qu'avait le Duce d'une Europe fasciste dès 1930, capable selon lui de régler les problèmes économiques de l'époque sur la base du fascisme, jusqu'au projet de « charte du continent » qu'il soumit en avril 1943 à Hitler et qui prévoyait une ample confédération européenne, la redistribution des ressources économiques du monde et une collaboration économique européenne dans tous les domaines [▶](#).

Plusieurs hommages à **Mireille Delmas-Marty**, disparue le 12 février, ont été rendus dans la presse, tel celui de Jacques Le Goff, professeur émérite des Universités en Droit public, mardi 23 février dans *Ouest-France* : « **Mireille Delmas-Marty : Aux quatre vents du droit** » [▶](#) et celui d'Emanuela Fronza, professeure à l'université de Bologne, jeudi 17 février, dans *Libération* : « **Mireille Delmas-Marty, plus qu'une juriste, une visionnaire** » [▶](#).

Jeudi 17 février, **Éric Roussel** a publié dans *Le Figaro* « **De Gaulle et la Russie d'Alexandre Jevakhoff : une certaine idée de la diplomatie** ». Dans cet article, il revient sur le livre consacré par Alexandre Jevakhoff à l'histoire des liens particuliers tissés entre le Général et les dirigeants russes de 1940 à 1970 dont le mérite est de faire découvrir de nombreux épisodes ignorés ou oubliés et de montrer que ce dialogue obéissait « *à ce que la théorie économique appelle le principe des échanges inégaux* » [▶](#).

Vendredi 18 février, dans *Silver Eco*, le Portail National du Bien-Vieillir, **Ghislaine Alajouanine** publie une tribune intitulée « **Les 18 points pour AGIR** » dans le cadre de la télé-médecine afin de faire face à un sentiment d'urgence en réponse aux difficultés d'accès aux soins en France [▶](#).

À SAVOIR

Jeudi 10 mars 2022, de 9h à 10h30, un petit-déjeuner presse se tiendra à l'IFRI autour de **Thierry de Montbrial** et Thomas Gomart, en présence de Marc Hecker, Tatiana Kaouesteva-Jean, Elie Tenenbaum et Marc-Antoine Eyl-Mazzega, sur trois dossiers prioritaires de politique étrangère : **Présidentielle 2022 : Ukraine, sécurité énergétique de l'Europe, Sahel**. À cette occasion, l'IFRI dévoilera sa nouvelle plateforme interactive [▶](#).

Mardi 8 mars, à l'invitation du *Point*, **Jean-François Mattei** est intervenu au salon MedInTechs lors de l'une de ses six tables rondes sur le thème "Une seule santé" qui considère que la santé humaine, la santé animale et la santé environnementale sont liées et constituent un seul ensemble. De nombreux exemples dont la Covid-19 démontrent qu'à l'origine de cette maladie, c'est le bouleversement des écosystèmes qui met en contact les chauves-souris hébergeant le coronavirus avec d'autres animaux qui sont contaminés et vont ensuite les transmettre à l'homme [▶](#).

Vendredi 4 mars, **Bernard Stirn** a ouvert à Nantes les premières « Rencontres nantaises du droit public » organisées par la Cour administrative d'appel et le tribunal administratif de Nantes, la Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes et le barreau de cette ville. Le thème en était « L'office renouvelé du juge de l'excès de pouvoir : des annulations plus rares mais plus utiles ? » (programme [▶](#), introduction de B. Stirn [▶](#)).

Mardi 1^{er} mars, **Jacques de Larosière** a participé à une table ronde vidéo sur le système international de Bretton Woods organisée par l'Observatoire de la Finance à l'occasion du 50^e anniversaire de la fin de ce système : « La fin de Bretton woods » (en anglais [▶](#)).

Jacques de Larosière a participé à l'Assemblée Générale de l'Eurofi qui a eu lieu à Paris les 24 et 25 février 2022. Il est intervenu sur la politique monétaire suivie par la BCE, sur la nécessité de la normaliser, sur un nouveau Pacte de stabilité et de la croissance de l'investissement productif en Europe.

Suite à un entretien d'une heure et demi, filmé en avril 2021 avec **Mireille Delmas-Marty**, le réalisateur François Stuck annonce un documentaire déjà en cours de production qui aura pour titre : « **Les mots justes. Rencontre avec Mireille Delmas-Marty** ». F. Stuck a organisé à Gourdon une projection-débat de son film *La transition vers un monde durable* dont Mireille Delmas-Marty animait une séquence.

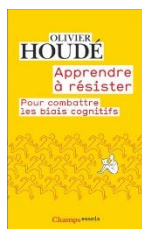
À LIRE



Rémi Brague publie *Après l'humanisme. L'image chrétienne de l'homme* (Paris, Salvator, 2022, 240 p.), un essai dans lequel, alors qu'on ne cesse de déplorer la « crise de l'humanisme », il brosse les contours de l'« humanisme chrétien », lequel est moins une conception de l'homme à partir de lui-même – comme le sont les doctrines de « l'homme nouveau » ou de « l'homme augmenté » – qu'une relation à Dieu et au prochain qui garantit une égale dignité de tous les hommes. Il plaide pour la nécessité d'une image de l'homme stable, rationnelle et raisonnable, comme les Grecs la concevaient en unissant loi naturelle et loi divine.



Pierre Brunel a dirigé, avec Giovanni Dotoli et Mario Selvaggio, *Baudelaire. Un moderne de 200 ans* (Hermann, coll. "Vertige de la langue", 234 p.), un ouvrage qui réunit les contributions d'un groupe international de spécialistes de Baudelaire.



Olivier Houde publie une édition augmentée et mise à jour de son ouvrage *Apprendre à résister. Pour combattre les biais cognitifs* (Flammarion, coll. Champs Essais, 144 p.).



Ismaïl Kadaré publie *Disputes au sommet* (*Kur sunduesit grinden. Rreth misterit të telefonimit Stalin-Pasternak*, Fayard, 2022, 216 p.), un livre dans lequel il évoque l'appel téléphonique de Staline à Boris Pasternak le 23 juin 1934, qui porta sur l'arrestation d'Ossip Mandelstam, mais fit l'objet de multiples interprétations. Revivant plusieurs fois l'épisode à travers des moments critiques de sa propre vie, étudiant à Moscou dans les années 1950, placé sous l'ombre menaçante de l'État, et à travers la résonance d'autres écrivains, I. Kadaré s'en empare tel un enquêteur qui ne trouvera jamais la clé du rébus. Accueil critique du livre : *En attendant Nadeau* le 19 janvier [▶](#), *Le Monde* le 21 janvier [▶](#), *Le Figaro* mercredi 2 février [▶](#).